



Ambassade de France au Togo

Allocution de l'Ambassadeur de France au Togo,
M. Marc Fonbaustier,
à l'occasion de la Fête nationale française

-14 Juillet 2016-

Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Messieurs les anciens Premiers ministres,
Mesdames et Messieurs les Représentants des hautes autorités et des institutions de la République,
Mesdames et messieurs les parlementaires et représentants des autorités civiles, militaires, religieuses et traditionnelles, des organisations politiques, professionnelles, syndicales, associatives et des médias,
Chers collègues membres du corps diplomatique et consulaire et représentants des organisations internationales,
Chers invités,

Je suis très honoré et très heureux de votre présence à la Résidence de France, en ce 14 juillet 2016.

Ce n'était pas facile, pour certaines et certains d'entre vous, de vous rendre ici aujourd'hui, puisque la traditionnelle Fête des Evalas se déroule au même moment au Nord, notamment à PYA.

Nous célébrons la Fête Nationale de la France. Cette commémoration au Togo couronne une année dense, placée sous les auspices contradictoires des espoirs et des tragédies. Cette célébration s'inscrit **dans 4 cercles concentriques**.

- 1 - Il y a d'abord le **cercle du Monde**.
- 2 - Il y a ensuite le **cercle de la sous-région**
- 3 - Il y a bien sûr le **cercle du Togo**
- 4 - Il y a enfin le **cercle des relations franco-togolaises**

Monsieur le Ministre,
Mesdames et Messieurs,

1 - Notre monde est clairement en quête de sens, de nouveaux équilibres et de nouvelles espérances. Les grands ensembles s'y réaffirment, parfois spectaculairement, avec des critères de puissance classiques : ceux du nombre, des territoires, des ressources, du « hard power ». Les déséquilibres s'y manifestent plus que jamais, écologiques, démographiques, économiques, commerciaux, financiers, monétaires, sur fond de conflits anciens et de conflits nouveaux. A cet égard, le **fait religieux** est rarement apparu, dans l'Histoire, sous un jour aussi conflictuel.

Les relations internationales sont le jeu de **forces contraires**.

Certaines forces y sont plutôt destructurantes. Je pense bien sûr au terrorisme - la terreur asymétrique – qui n'a jamais semblé aussi prégnant. Il met notre civilisation à l'épreuve, c'est-à-dire nos valeurs, nos libertés, nos Lois, notre façon d'être et de vivre ensemble. J'ai aussi à l'esprit les crises migratoires, qui sont un choc redoutable pour les Etats et les peuples ; les mouvements de capitaux erratiques; le dérèglement climatique, qui mine la sécurité alimentaire; les trafics illicites, qui abaissent la souveraineté des Etats.

D'autres forces œuvrent heureusement pour la paix, la stabilité, la réduction des déséquilibres. Que l'on songe au succès de la COP 21, qui a débouché sur l'Accord de Paris. Que l'on songe à l'accord conclu sur l'Iran nucléaire. Ou encore à la normalisation des relations entre les Etats-Unis et Cuba, qui montre qu'aucune situation n'est figée pour toujours, lorsque les bonnes volontés se rejoignent.

Monsieur le Ministre,
Mesdames et Messieurs,

2 - Le cercle de la sous-région, celui de notre voisinage proche, n'échappe pas à ces mouvements contraires. L'Afrique de l'ouest et centrale offre un visage contrasté, comme un Janus bifrons. En cela, elle est un miroir du monde contemporain. Les pays d'Afrique occidentale, globalement, affichent une bonne croissance économique, investissent dans des infrastructures nouvelles, avancent dans l'intégration régionale et la libre-circulation, au sein de la CEDEAO et de l'UMOA. Les pays d'Afrique centrale, pour leur part, marquent un peu le pas, économiquement, sous l'effet de la contraction de revenu induite par le fléchissement durable des cours des matières premières, notamment des énergies fossiles. En termes sécuritaires, si décisifs pour fabriquer « l'image » dominante dans les médias et l'opinion, si importants pour un pays comme le Togo, structurellement tourné vers l'échange, les problèmes sanitaires de 2015, comme Ebola, paraissent globalement maîtrisés. Mais les attentats successifs commis à Bamako, à Ouagadougou, à Grand-Bassam, ont été autant de jalons sanglants de la poussée du terrorisme sahélien vers le sud.

Monsieur le Ministre,
Mesdames et Messieurs,

3 - Le Togo, dans cet ensemble, confirme sa vocation de plate-forme stratégique ouverte au monde.

Il est déterminé, malgré les risques auxquels il s'expose, à s'engager activement en faveur de la **sécurité continentale**. En mer comme sur terre, les forces armées Togolaises, qui ont payé au Mali un très lourd tribut, le prix du sang, travaillent pour la paix et la stabilité.

L'économie Togolaise poursuit sa progression. Elle peut s'appuyer sur un faisceau d'équipements modernes - la nouvelle aérogate étant le dernier en date - attractifs et de plus en

plus connectés avec l'étranger. La Banque mondiale ne s'y est pas trompée, qui a fait bondir le pays de 47 places, du 139ème au 92ème rang, dans son rapport 2016 sur l'indice de la performance logistique, qui analyse la compétitivité des pays en matière de commerce.

Le **Togo renoue avec son passé de carrefour international**, confirmant sa vocation de terre d'accueil. Les infrastructures hôtelières - pourvues à présent d'une large palette d'offres - permettent de repositionner Lomé sur la carte des villes africaines accueillant de grands événements. Le Sommet extraordinaire de l'Union africaine du 15 octobre sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique en sera un point d'orgue.

Les **réformes politiques et institutionnelles**, à leur rythme, un rythme qui tient compte du passé, des forces en présence, enregistrent un premier mouvement très attendu. La décentralisation annoncée, autour de communes remodelées, couplée à des élections locales, laisse entrevoir quatre bénéfices collectifs : une plus grande proximité entre les centres de décision et les populations ; l'apparition de nouveaux talents ; la diffusion large d'une culture de gouvernance ; un nouvel équilibre des pouvoirs publics. D'autres réformes, espérées, font l'objet de réflexion. A cet égard, l'ouverture, il y a 3 jours, de l'Atelier National de Réflexion et d'Echanges sur les réformes politiques et institutionnelles, sous l'égide du Haut-Commissariat à la Réconciliation, suscite des attentes. Il pourrait favoriser les conditions d'un consensus sur les adaptations à introduire dans l'architecture de la vie publique.

L'administration et la gouvernance ont enregistré des innovations révélatrices de certaines orientations. L'adoption, en décembre 2015, du décret d'application de la Loi portant statut général de la fonction publique, instaurant notamment une nouvelle grille indiciaire, a conforté l'appareil d'Etat. La création, en mai 2016, d'une Agence Togolaise des grands projets, aura un effet régulateur sur un secteur clé de la modernisation du pays, tout comme celle de l'Agence togolaise d'électrification rurale et des énergies renouvelables.

Il ne s'agit pas de considérer les réformes seulement comme une fin en soi, même si tout ce qui concourt à renforcer l'équilibre des pouvoirs, l'inclusivité, une croissance partagée, des services publics performants, mérite considération et encouragements. Il faut surtout voir dans les réformes déjà engagées - globales ou ponctuelles - ou celles qui restent à concevoir et à réaliser, un levier de transformation et d'élévation globale de la Nation.

Les changements institutionnels, les changements de cadre, comme tous les changements humains, suivent le principe de corrélation cher à Aristote. En d'autres termes, ils accompagnent et reflètent, mais précèdent rarement, les mouvements longs de la société à laquelle ils s'adressent. Ils sont ni plus ni moins, comme la Loi, la traduction d'un état social.

Monsieur le Ministre,
Mesdames et Messieurs,

Le Togo voit poindre **quelques défis**, dans lesquels, vous le savez, la France a été, est et sera à ses côtés, comme tous les amis de ce pays si accueillant et si attachant. Il a l'énergie et le potentiel pour les relever.

- un **défi budgétaire**. Puisqu'il lui faut parvenir, et c'est une opération complexe, à financer les moteurs de la croissance potentielle sans générer une dette insoutenable. Il lui faut également s'assurer que la richesse ainsi créée pourra en partie élargir l'assiette fiscale.

- un **défi sécuritaire**, puisque le pari du Togo, c'est l'ouverture tous azimuts, la constitution d'une plate-forme multi-services attractive, sur tous les plans (portuaire, aéroportuaire, bancaire,

touristique, routier...) alors même que la libre circulation des personnes et des marchandises, dans le contexte actuel, peut être une source de menaces.

- un **défi identitaire**. Ce défi, c'est celui du maintien de ce qu'il convient d'appeler le génie togolais, à savoir, le syncrétisme réussi, sur cette terre, entre les grandes religions monothéistes et les religions et coutumes traditionnelles. La tradition de tolérance du Togo doit être cultivée et préservée à tout prix, moyennant les adaptations nécessaires.

- un **défi socio-économique, celui d'une croissance inclusive**. C'est le défi d'un schéma de développement ambitieux, celui voulu par le Président de la République, qui doit pouvoir provoquer, à partir de pôles structurants, des ondes de revenus successives bénéficiant, in fine, à toutes les couches sociales.

- **le défi de l'éducation et de la formation**, pour que la démographie dynamique du Togo soit un atout, un catalyseur de développement, et non un fardeau.

- **le défi de l'unité dans la diversité**, mais n'est-ce pas un défi qui concerne de nombreux pays dans le monde, y compris le mien, afin que les Togolaises et les Togolais se sentent toujours plus unis dans une communauté de destin, avec leurs différences.

Je suis confiant et optimiste – je le suis par nature et par raison – sur la capacité de vos dirigeants, de vos cadres, de votre peuple, des Togolaises et des Togolais, à relever ces défis et à faire grandir encore ce pays.

Monsieur le Ministre,
Mesdames et Messieurs,

4 - Pour finir, je me réjouis vivement des **relations que le Togo et la France** entretiennent et continuent de bâtir.

Ce sont des relations très anciennes, qui reposent, il est vrai, sur un substrat exceptionnel. L'histoire, la langue, les échanges humains, les références communes, la fraternité d'armes, composent un ciment puissant, qui aime notre bilatéralisme.

Mais ce sont, dans le même temps, des relations qui se renouvellent, dans la continuité. Je donnerais **cinq exemples de ce renouveau**.

Premier exemple, l'inauguration du Centre de formation aux métiers de l'industrie (CFMI), en mai dernier. Elle a marqué une étape singulière. Ce Centre me paraît tout à fait emblématique de ce que peut et doit être une collaboration entre égaux, ciblant les priorités de notre temps et cherchant à élever le potentiel d'emploi et le système productif.

Deuxième exemple, le travail de conseil et d'appui au Ministre de la Fonction publique, du Travail et de la réforme administrative, chargé de réfléchir aux bases d'une sécurité sociale universelle. Cet appui amorcé par notre Service de coopération et d'action culturelle (SCAC) est assuré par des experts français. Il sert un projet qui est au cœur du quinquennat social annoncé par le Chef de l'Etat. Nous sommes bien là au plus près des urgences et des priorités collectives.

Troisième exemple, la mission d'audit du système de santé, de certains départements hospitaliers, confiée à l'Agence Française de développement (AFD) par le Ministre de la santé. Cette mission rejoint une autre préoccupation majeure: assurer un service sanitaire de qualité au bénéfice du plus grand nombre.

Quatrième exemple, la coopération avec la sécurité civile Togolaise, le corps des sapeurs-pompiers, qui vise à renforcer un service public de proximité, si utile dans notre vie quotidienne.

Cinquième exemple, les projets de l'Agence française de développement pour les Centres de formation agricole et rurale, notamment celle de techniciens agricoles. Ces projets ont partie liée avec l'essor de l'agriculture durable.

C'est bien ce renouveau de la coopération franco-togolaise qu'ont salué, successivement, André Vallini, Secrétaire d'Etat chargé du développement et de la francophonie, et Jean-Marie Le Guen, Secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, lors de leurs visites à Lomé, en mai dernier. Ils sont venus reconnaître le chemin parcouru par votre pays. Ils sont venus témoigner de la chaleur et de la vigueur de nos relations. Ces deux visites ministérielles en augurent d'autres.

Mais nous avons le droit d'être plus ambitieux, de voir plus haut et plus loin encore. Pour que nous puissions changer de braquet, le Togo pourrait aider la France à l'aider.

C'est un enjeu des discussions engagées par votre pays avec le Fonds Monétaire International (FMI). Si ces discussions, avec un rendez-vous crucial en août évoluent aussi positivement qu'on peut l'espérer, si elles débouchent, à moyen terme, sur un accord, alors, **les marges de coopération de la France au Togo seront décuplées**. J'ai bien dit décuplées : un accord entre le Togo et le FMI ouvrirait la voie à un changement d'échelle spectaculaire, de 1 à 10.

Je termine mon propos sur cet enjeu, cette "barre FMI". Elle est à notre portée. Elle peut être franchie.

Monsieur le Ministre,
Mesdames et Messieurs,

Je n'ai au fond qu'un vœu, en ce 14 juillet 2016 : que le destin du Togo s'accomplisse, s'écrive en lettres de paix et de prospérité, et si mon pays, la France, peut y contribuer, nous aurons, alors, doublement matière à nous réjouir !

Vive le Togo!
Vive la France au Togo!
Vive l'amitié entre nos peuples!
Je vous remercie./.

(Seul le prononcé fait foi.)